



www.journaldumali.com

# Journal du Mali

L'hebdo

N°451 du 30 novembre au 6 décembre 2023



**ALLIANCE DES ETATS DU SAHEL**

# EN MARCHE !

Instituée le 16 septembre dernier par la signature de la Charte du Liptako-Gourma entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, l'Alliance des États du Sahel (AES) vient d'amorcer à Bamako sa pleine opérationnalisation.

**GRATUIT**

Ne peut être vendu



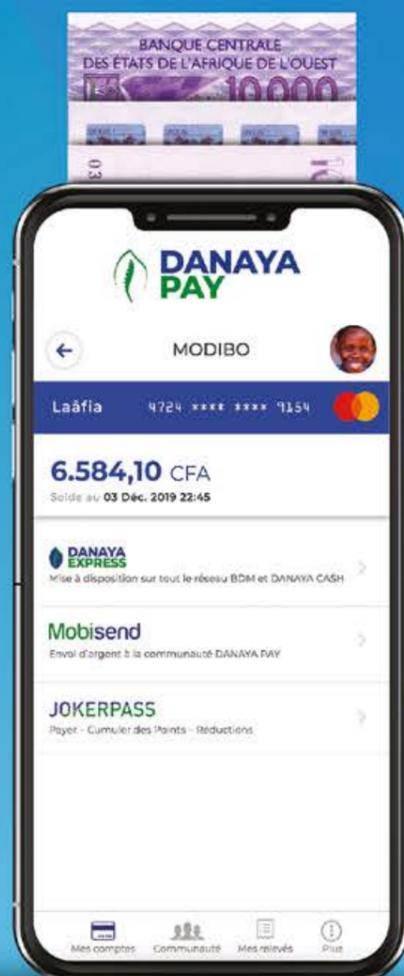
**A Dan**  
Idéal pour les **JEUNES**



**Laâfia**  
Idéal pour les **MARCHANDS**



**Elite**  
Idéal pour les **GRANDS VOYAGEURS**



Téléchargez l'application **DANAYA PAY**



Cartes prépayées **Mastercard BDM**  
**À chacun sa carte !**

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE

Avenue Modibo Kéita • BP 94 Bamako Mali

TEL : (+223) 20 70 04 00 • FAX : (+223) 20 22 50 85 / 20 22 42 50



## ÉDITO

### 16 jours mais pas de loi

Nous sommes au cœur des traditionnels 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre ! Démarrés le 25 novembre, ces 16 précieuses journées, sont l'occasion d'actions au cours desquelles chacun, avec toute la bonne volonté dont il est capable, affirme s'engager pour la cause. Certains se fendent d'un post cinglant et révolté sur leurs réseaux. D'autres produisent, à grand renfort de smartphones, des vidéos créatives mettant en scène l'affirmation de leur engagement à faire changer les choses. Tout ça, c'est très bien. Cela aide même certaines entreprises à trouver un sens à leur politique RSE. Dieu merci. Mais est-ce que les choses changent réellement ? Lorsqu'on entend les derniers épisodes qui ont défrayé la chronique à Bamako comme cette femme dont le mari a coupé les mains, ou cette autre qui a perdu un œil dans l'effusion de rage de son époux, on est en droit de s'interroger. Mais la vraie question est : que faisons-nous concrètement ? Car outre les violences conjugales, les VBG rassemblent le harcèlement sexuel et moral, le viol, le mariage forcé, les mutilations génitales, la violence psychologique et d'autres « douceurs » du même genre. Autrement dit, ce sont des violences du quotidien. Auxquelles nous sommes tous confrontés. Mais après le post (cité plus haut) sur Facebook, nous opposons-nous à notre frère qui gifle sa femme devant toute la famille car la sauce est trop salée ? Après tout, c'est sa femme ! Quand celle-ci est chassée, aidons-nous la bonne du voisin dont l'auteur de la grossesse est connu de tous mais non identifié ? Quand les cris d'une fillette retentissent dans la cour d'à côté, on sait ce qui s'y passe mais on ne s'en mêle pas. Pourquoi ? Parce que la société elle-même ne le fait pas. En s'équipant d'outils juridiques dédiés, spécifiques à chaque type de violence et surtout efficaces. Sensibiliser est nécessaire. Faire avancer la société en protégeant les victimes par la loi est indispensable. **AURÉLIE DUPIN**

### LE CHIFFRE

# 23 918 772 402

C'est le montant des irrégularités dans les dossiers d'enrichissement illicite présumé transmis par l'OCLEI de 2019 à 2022.

### ILS ONT DIT...

- « L'enrichissement illicite est un phénomène qui tend à gangrener notre société, avec des conséquences regrettables sur le bon fonctionnement de nos institutions. Après 6 ans d'activité et au regard du nombre de dossiers traités et transmis à la justice, ainsi que les montants considérables décelés, l'OCLEI montre que le chemin à parcourir reste encore long et difficile ». **Colonel Assimi Goïta, Président de la Transition**, le 28 novembre 2023.
- « Le ton, le choix des mots et des images peuvent non seulement aider à éviter la panique, mais aussi à empêcher des repréailles contre des individus ou des groupes assimilés aux auteurs des attentats ». **Colonel-major Ismaël Wagué, ministre de la Réconciliation, de la paix et de la cohésion nationale**, le 28 novembre 2023.

### RENDEZ-VOUS

**30 novembre -12 décembre 2023 :**

COP 28 - Dubaï

**7 décembre 2023 :**

Reprise des vols de Sky Mali vers Tombouctou

**9 décembre 2023 :**

Concert Habib Koité - IFM

**10 décembre 2023 :**

Sommet ordinaire de la CEDEAO - Abuja

### UN JOUR, UNE DATE

**Le 1er décembre :** Journée mondiale de lutte contre le SIDA.



Le ministre français de la Justice, **Éric Dupond-Moretti** a été relaxé ce 29 novembre 2023 par la Cour de Justice de la République. Il était jugé pour soupçons de « prise illégale d'intérêts ».



L'arbitre VAR de PSG-Newcastle **Tomasz Kwiatkowski** est suspendu par l'UEFA. Il lui est reproché d'avoir donné plus de temps additionnel et d'avoir sifflé une main qui touche d'abord le corps du joueur.

### LA PHOTO DE LA SEMAINE



Remise du rapport annuel 2022 de l'OCLEI au président de la transition le 28 novembre 2023.

# ALLIANCE DES ÉTATS DU SAHEL : LA PLEINE OPÉRATIONNALISATION EN MARCHÉ

Instituée le 16 septembre dernier par la signature de la Charte du Liptako-Gourma entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, dans l'objectif d'établir une architecture de défense collective et d'assistance mutuelle aux parties contractantes, l'Alliance des États du Sahel (AES) vient d'amorcer à Bamako sa pleine opérationnalisation.

MOHAMED KENOUI

Un peu plus de deux mois après sa création, l'opérationnalisation de l'Alliance des États du Sahel est en marche, conformément aux dispositions de la Charte du Liptako - Gourma qui prévoyait à son article 15 qu'elle serait « complétée par des textes additionnels, en vue de la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 3 », qui lui-même stipulait que « les Parties contractantes mettront en place ultérieurement les organes nécessaires au fonctionnement et mécanismes subséquents de l'Alliance et définiront les modalités de son fonctionnement ». Aller vite et bien. Tel semble être le mot d'ordre des plus hautes autorités du Burkina Faso, du Mali et du Niger dans la mise en place de cette nouvelle Alliance, dont la phase de concrétisation est enclenchée depuis le 23 novembre 2023, avec des concertations ministérielles à Bamako.

**Accélérer l'intégration économique** Une première réunion ministérielle de l'Alliance des États du Sahel sur le développement économique dans l'espace du Liptako-Gourma s'est tenue le 25 novembre 2023 dans la capitale malienne, réunissant les ministres chargés de l'Économie et des Finances, de l'Énergie, du Commerce et des Industries des pays membres. Cette réunion ministérielle sur les questions de développement économique visait à créer une synergie d'actions pour l'accélération du processus d'intégration économique et financière de l'Alliance. Précédée de la rencontre des experts, les 23 et 24 no-

vembre, qui ont échangé sur différentes thématiques telles que les échanges commerciaux, la circulation des personnes et des biens au sein de l'AES, la sécurité alimentaire et énergétique, la transformation industrielle, les potentialités et perspectives, le financement, l'intégration économique, l'arsenal réglementaire et les réformes nécessaires, elle a accouché de plusieurs recommandations. Celles-ci portent sur l'accélération de la mise en place de l'architecture juridico-institutionnelle et des mécanismes de financement des instances de l'AES, l'amélioration de la libre-circulation des personnes dans l'AES et le renforcement de la fluidité et de la sécurité des corridors d'approvisionnement, en luttant notamment contre les pratiques anormales et les tracasseries dans l'espace AES. Les ministres ont aussi opté pour l'accélération de la mise en œuvre de projets et programmes énergétiques, agricoles, hydrauliques, de



Réunion des ministres de l'Économie et des finances des pays membres de l'AES le 25 novembre 2023 au CICB.

mun aux trois États de l'AES à travers des organes dédiés. Ils ont en outre recommandé la réalisation d'infrastructures adaptées pour le développement du cheptel et la mise en place d'abattoirs modernes pour l'exportation de la viande et des produits dérivés de l'espace AES, le développement des stocks de sécurité pour améliorer les capacités de stockage en hydrocarbures, la mise en place d'un fonds pour le financement de la recherche et des projets d'investissements

nautaires par la diaspora, la mise en place d'un Comité d'experts pour approfondir les réflexions sur les questions de l'Union économique et monétaire, la promotion de la diversification des partenariats et la création d'un fonds de stabilisation et d'une banque d'investissement de l'AES. Les ministres de l'Économie et des Finances des pays membres ont également décidé de la mise en place d'un Comité de suivi de la mise en œuvre de toutes les recommandations issues de leur

**Il y a de bonnes idées comme le G5 Sahel. Maintenant il s'agit de les matérialiser. C'est la matérialisation qui pose beaucoup de problèmes. Il ne s'agit pas de se réunir ou de seulement planifier.**

réseaux de transport routier, aérien, ferroviaire et fluvial dans les États de l'AES, la création d'une compagnie aérienne commune, le développement des aménagements hydro-agricoles d'intérêt commun, pour booster la production agricole, la construction et le renforcement des projets d'infrastructures et la mise en place d'un dispositif de sécurité alimentaire com-

mun aux trois États de l'AES à travers des organes dédiés. Ils ont en outre recommandé la réalisation d'infrastructures adaptées pour le développement du cheptel et la mise en place d'abattoirs modernes pour l'exportation de la viande et des produits dérivés de l'espace AES, le développement des stocks de sécurité pour améliorer les capacités de stockage en hydrocarbures, la mise en place d'un fonds pour le financement de la recherche et des projets d'investissements

réunion. « Il y a de bonnes idées, comme le G5 Sahel. Maintenant, il s'agit de les matérialiser. C'est cette matérialisation qui pose beaucoup de problèmes. Il ne s'agit pas de se réunir ou de seulement planifier », estime Hamidou Doumbia, porte-parole du parti Yelema.

**Une architecture institutionnelle en gestation** En prélude

du Liptako-Gourma, texte constitutif de l'AES, pour intégrer aux aspects de défense et de sécurité la dimension diplomatique et les questions relatives au développement économique de l'espace commun aux trois États. « Nous vous chargeons de nous proposer les bases pour faire de l'AES cette Alliance que nos populations attendent, cette Alliance qui leur fera sentir et vivre des conditions améliorées, en œuvrant à la paix et la stabilité ainsi qu'au développement harmonieux de nos États », a dit le Chef de la diplomatie malienne, Abdoulaye Diop, à l'ouverture des travaux. « Nous attendons de vous des recommandations pour que le Burkina, le Mali et le Niger, liés par une histoire, une culture et des valeurs communes, mais surtout liés par une relation stratégique particulière, puissent parler d'une seule et même voix partout où cela sera nécessaire », a-t-il ajouté. Les travaux des experts étaient organisés en différents sous-comités, dont « Diplomatie et questions institutionnelles », « Défense et Sécurité » et « Questions de développement économique ». Selon une source au ministère des Affaires étrangères du Mali, leurs recommandations, qui n'ont pas fait l'objet de communication, seront soumises à l'examen des ministres des Affaires étrangères lors de la réunion de ce jeudi, avant d'être rendues publiques à la fin de la session ministérielle.

**Bras de fer en vue avec la CEDEAO ?** Le processus d'opérationnalisation de l'AES est enclenché à quelques jours de la tenue du prochain sommet ordinaire de la CEDEAO, avec laquelle sont en froid les 3 pays membres de l'Alliance. D'ailleurs, l'AES, née dans un contexte où l'institution sous-régionale ouest africaine

brandissait la menace d'une intervention militaire au Niger pour réinstaller le Président déchu Mohamed Bazoum, s'apparente pour certains observateurs à une organisation « rivale » de celle-ci. « L'alliance des États du Sahel est en train de prendre une autre forme, qui peut peut-être sembler être une substitution à la CEDEAO ou une alliance qui accepte ceux qui ne sont pas forcément en ligne droite avec les principes démocratiques. Cela me semble très circonstanciel », glisse le politologue Cheik Oumar Doumbia. Selon nos informations, au cours du sommet de la CEDEAO prévue le 10 décembre prochain à Abuja, au Nigéria, les Chefs d'États vont à nouveau se pencher sur la situation dans les pays en transition et exiger le retour à l'ordre constitutionnel dans les délais convenus. Les sanctions contre le Niger pourraient être maintenues et le Mali pourrait en subir de nouvelles, suite au report sine die en septembre dernier de l'élection présidentielle, initialement prévue pour février 2024. Mais, selon certains observateurs, l'opérationnalisation enclenchée de l'AES pourrait contribuer à freiner les ardeurs des Chefs d'États de la CEDEAO dans la prise de sanctions contre les trois pays de l'Alliance, qui pourraient alors claquer la porte de l'organisation sous-régionale.

« Un éventuel éloignement de l'Alliance des États du Sahel pourrait remettre en question la cohésion et la solidarité au sein de la CEDEAO. Ces trois pays sont géographiquement situés en plein cœur de la région et leur intégration est essentielle pour la mise en œuvre des projets régionaux, tels que les infrastructures de transport et le commerce transfrontalier. Leur départ pourrait donc ralentir ou compromettre ces projets », avertit un analyste. ■

## 3 QUESTIONS À



**ABDOUL SOGODOGO**

Spécialiste des Relations internationales, Vice-Doyen de la (FSAP)

**1** Quel regard portez-vous sur l'opérationnalisation en cours de l'Alliance des États du Sahel, 2 mois après sa création ?

L'initiative a suscité un engouement certain chez les populations ouest-africaines et les États membres montrent une volonté réelle de coopérer face aux défis communs, tels que le terrorisme et le développement économique. Cependant, le financement représente un défi majeur pour concrétiser les objectifs de l'Alliance.

**2** Au-delà des annonces, pensez-vous que les différentes recommandations seront concrétisées dans les meilleurs délais ?

Les recommandations de la première rencontre ministérielle du 25 novembre suscitent un sentiment d'optimisme prudent. Les annonces lors de telles réunions sont souvent le préalable à des actions concrètes, mais leur concrétisation dépendra de la capacité des États membres à les mettre en œuvre rapidement.

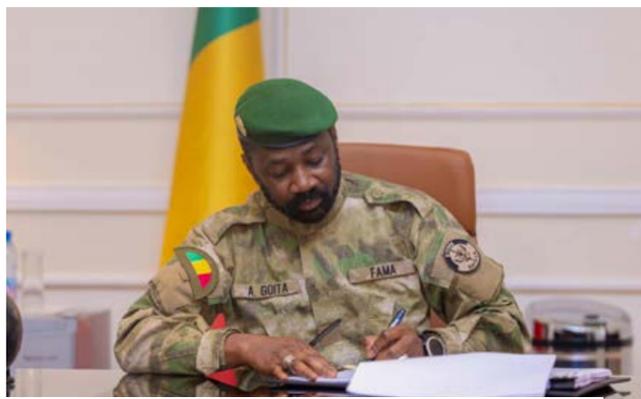
**3** L'AES peut-elle réussir là où le G5 Sahel a échoué, notamment dans la lutte contre le terrorisme dans la région ?

L'Alliance doit réussir, c'est la « balle de match » des trois pays face à l'obscurantisme et à la déflagration au Sahel. Il est crucial d'apprendre des échecs passés. Il est encore trop tôt pour prédire avec certitude le succès de l'Alliance, mais il est clair qu'elle représente une nouvelle chance de renforcer la coopération régionale dans la lutte contre le terrorisme dans la région. ■

## ALLIANCE DES ÉTATS DU SAHEL : RÉUSSIR LÀ OÙ LE G5 SAHEL A ÉCHOUÉ

Alors que le processus d'opérationnalisation de l'Alliance des États du Sahel (AES) est enclenché, le G5 Sahel, déjà à l'agonie, semble promis à une « mort » inévitable. Pour plusieurs observateurs, le sort du Sahel se joue désormais au sein de la nouvelle Alliance entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

MOHAMED KENOUI



Le Colonel Assimi Goita a signé la Charte du Liptako Gourma le 16 septembre 2023.

Depuis la signature de la Charte du Liptako-Gourma actant la création de l'Alliance des États du Sahel, le 16 septembre 2023, la page du G5 Sahel semble avoir définitivement été tournée dans la région. Même si le Burkina Faso et le Niger ne l'ont pas encore

officiellement quitté, à l'instar du Mali, depuis mai 2022, l'organisation sahélienne est bloquée dans son fonctionnement et réduite uniquement au Tchad et à la Mauritanie. « La naissance de l'AES marque la fin du G5 Sahel. Déjà, il était mort depuis un bon bout de temps. Depuis

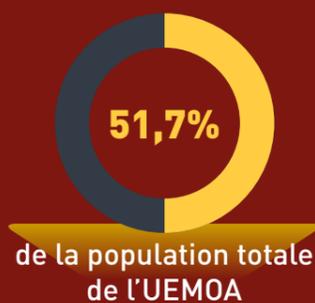
qui dépendait de financements externes, est mieux outillée pour atteindre les objectifs de sécurisation et de développement de la région sahélienne. « La mutualisation des efforts entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger a déjà permis de réaliser des succès significatifs en matière de défense », a souligné par ailleurs le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale Abdoulaye Diop le 27 novembre, à l'ouverture des travaux des experts des pays de l'AES. En effet, les forces armées des trois pays mènent simultanément depuis quelques semaines des frappes intenses et ciblées sur les positions des groupes terroristes dans la Zone des trois frontières. Pour le chef de la diplomatie malienne, nul doute que l'AES engrangera à long terme des résultats probants pour la région, parce que c'est un « mécanisme innovant, avec un leadership et une appropriation véritablement africains des solutions endogènes aux défis rencontrés par les pays de l'Alliance ». ■

**Faire mieux que le G5 Sahel**  
Selon Dr. Koïna, l'Alliance des États du Sahel, qui réunit les 3 pays du Sahel central et dont le financement repose entièrement sur les contributions de ses membres, contrairement au G5 Sahel,

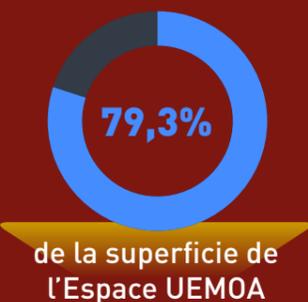
qui dépendait de financements externes, est mieux outillée pour atteindre les objectifs de sécurisation et de développement de la région sahélienne. « La mutualisation des efforts entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger a déjà permis de réaliser des succès significatifs en matière de défense », a souligné par ailleurs le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale Abdoulaye Diop le 27 novembre, à l'ouverture des travaux des experts des pays de l'AES. En effet, les forces armées des trois pays mènent simultanément depuis quelques semaines des frappes intenses et ciblées sur les positions des groupes terroristes dans la Zone des trois frontières. Pour le chef de la diplomatie malienne, nul doute que l'AES engrangera à long terme des résultats probants pour la région, parce que c'est un « mécanisme innovant, avec un leadership et une appropriation véritablement africains des solutions endogènes aux défis rencontrés par les pays de l'Alliance ». ■

## L'ALLIANCE DES ÉTATS DU SAHEL EN QUELQUES CHIFFRES

POPULATION  
**+70 millions**  
D'HABITANTS



SUPERFICIE  
**2 781 190 km<sup>2</sup>**



## ADEMA - RPM : JUSQU'OUÙ IRA LE RAPPROCHEMENT ?

À l'approche des futures échéances électorales, les lignes semblent bouger dans la classe politique. L'Alliance pour la démocratie au Mali - Parti africain pour la solidarité et la justice (ADEMA-PASJ) et le Rassemblement pour le Mali (RPM) ont tenu le 20 novembre dernier une rencontre à l'issue de laquelle les deux formations politiques ont annoncé les couleurs d'un futur cheminement commun.

MOHAMED KENOUI

Les deux parties ont convenu de mettre en place une commission de travail paritaire pour poursuivre la réflexion sur l'élaboration d'un projet politique commun et formuler des recommandations sur l'ensemble des questions d'intérêt national soulevées », indique le communiqué conjoint ayant sanctionné la rencontre. Les deux anciens partis présidentiels, qui ont déclaré avoir une convergence de vues sur des questions liées à leurs relations bilatérales, à la situation sociopolitique et sécuritaire du pays et l'internationale, ainsi que d'autres sujets d'intérêt, se sont également engagés à « œuvrer ensemble pour contribuer au renforcement de la sécurité de la gouvernance, à assurer la réussite de la Transition en vue d'un retour apaisé et sécurisé à l'ordre constitutionnel à travers un cadre politique beaucoup plus dynamique ».



L'Adema et le RPM veulent mettre en place un projet politique commun.

dans l'optique d'une alliance politique électorale. La raison d'être des partis politiques est la conquête et l'exercice du pouvoir. Vu le contexte actuel, il faut que nous nous mettions ensemble pour aller à cette conquête, avec un projet commun qu'on pourra offrir au peuple malien », affirme Yaya Sangaré, Secrétaire général de l'ADEMA. Si l'aboutissement du rapprochement des deux partis à une

se dirigent « certainement vers une synergie d'actions ». À en croire le porte-voix du RPM, le parti, à l'origine, avait décidé de démarcher plusieurs formations politiques suite à l'organisation de son 1er Congrès extraordinaire, comme c'est le cas traditionnellement après un congrès où le parti présente à ses partenaires le renouvellement de sa direction, mais aussi celui des points de convergence entre les différents camps politiques. « C'était cela d'abord l'objectif pour le RPM, dans un premier temps. Mais, avec l'ADEMA, nous avons une histoire commune et nous partageons suffisamment de choses. C'est pourquoi nous avons jugé d'aller un peu plus en profondeur et de mettre en place un comité paritaire entre les deux partis afin de travailler à préparer l'avenir ensemble, à avoir un projet commun pour diriger les destinées du Mali à nouveau », explique M. Bathily.

**La raison d'être des partis politiques est la conquête et l'exercice du pouvoir. Vu le contexte actuel, il faut que nous nous mettions ensemble pour aller à cette conquête avec un projet commun qu'on pourra offrir au peuple malien.**

**Alliance électorale en vue**  
L'annonce de l'élaboration d'un projet politique commun entre l'ADEMA et le RPM sonne comme le début d'une alliance politique électorale entre les deux partis en vue des échéances électorales à venir. D'ailleurs, à l'ADEMA, on ne s'en cache, pas d'autant plus que le parti a toujours milité pour la mise en place d'une large coalition soutenant une candidature unique à la prochaine élection présidentielle de fin de la Transition. « Avec le RPM, nous sommes tout à fait

alliance électorale n'est également pas exclu du côté du RPM, le ton y est beaucoup plus mesuré. « N'allons pas trop vite en besogne », tempère Sékou Niamé Bathily, Chargé de Communication du RPM. « Nous allons laisser le soin aux membres du comité paritaire de se retrouver et de décider ce qui va se passer après et nous verrons bien. Les deux directions vont ensuite donner le ton », glisse-t-il, soulignant que les deux formations politiques ont actuellement une convergence de vues et

conserver un certain poids sur l'échiquier politique.

**Quel poids ?** L'Adema-Pasj a présidé aux destinées du Mali pendant 10 ans, de 1992 à 2002, à travers les deux mandats du Président Alpha Oumar Konaré. Le RPM, de son côté, a été au pouvoir pendant 7 ans, de 2013 à 2020, avec le Président Ibrahim Boubacar Keita. Les deux partis politiques ont également une très grande assise sur toute l'étendue du territoire national et

### EN BREF RÉFORMES POLITIQUES: PLAIDOYER POUR UNE ACCÉLÉRATION

L'Observatoire pour les élections et la bonne gouvernance au Mali et la Fondation nationale pour la démocratie ont lancé le 29 novembre 2023 une campagne nationale d'éducation civique et de mobilisation sociale pour l'effectivité des réformes politiques, institutionnelles et électorales au Mali. « Il s'avère nécessaire pour les autorités de la transition de poursuivre les réformes avant la tenue de la prochaine présidentielle. Il s'agit essentiellement de la relecture de la Loi électorale, qui doit être suivie de celle de la Loi organique des députés et de celle de la Charte des partis politiques », souligne Dr. Ibrahim Sangho, Président de l'Observatoire, qui invite également les autorités à communiquer sur la date de l'élection présidentielle devant consacrer le retour à l'ordre constitutionnel au Mali. L'Observatoire pour les élections et la bonne gouvernance au Mali est une plateforme de 36 ONGs et Associations de la société civile qui a développé une expertise dans le domaine électoral et sur les questions liées à la gouvernance démocratique depuis 1996. ■ M.K

conserver un certain poids sur l'échiquier politique.

Mais une éventuelle candidature unique, soutenue par une alliance politique, dans le contexte actuel, augmenterait-elle leurs chances de reconquérir le pouvoir ? « Je pense que non. Ils ne pourront pas briguer à nouveau la magistrature suprême, du moins pas dans l'immédiat, à l'issue de la présidentielle de fin de transition. Le RPM a considérablement baissé en popularité, d'autant plus qu'aux yeux de nombreux Maliens ce parti est plus ou moins responsable de la mauvaise gestion du Mali ces dix dernières années. L'Adema également est un peu comptable de ce bilan, parce qu'elle a toujours été dans la majorité présidentielle », répond un analyste. ■

## Une Nouvelle Ère d'Innovation et de Leadership dans le Secteur des Équipements Industriels en Afrique

Il y a un an, la famille Delmas, après plus de 90 ans de succès en tant que concessionnaire Caterpillar en Afrique de l'Ouest, a pris une décision stratégique majeure, cédant l'ensemble de son réseau dans 11 pays à une holding africaine représentée par l'entrepreneur ivoirien Monsieur Jean Luc Konan. Ce changement marque le début d'une nouvelle ère pour l'ensemble des sociétés de notre Groupe.

### Monsieur Jean Luc Konan : Un Leadership Éclairé

La nomination de Monsieur Jean Luc Konan à la tête de notre Groupe renforce notre ancrage sur le continent africain. Son parcours entrepreneurial exceptionnel, notamment avec la création et le développement du Groupe Cofina leader de la méso-finance, nous apporte une perspective unique aux défis et opportunités de l'Afrique.

Le premier acte fondateur de Jean Luc Konan a été de définir le nouvel ADN de notre Groupe de manière collaborative, en choisissant en priorité de fédérer l'ensemble des équipes sous un même et seul nom reflétant à la fois nos racines et nos ambitions. C'est ainsi, que depuis le 19 octobre 2023, notre Groupe s'appelle NEEMBA.



### NEEMBA - Une Marque, Un logo

Le nom «NEEMBA» trouve son inspiration audacieuse dans le mont Nimba, le point culminant de l'Afrique de l'Ouest, symbolisant nos racines et notre ancrage sur le continent africain ainsi que nos ambitions à poursuivre notre développement avec nos partenaires et client.

C'est aussi un symbole de notre engagement à l'égard du continent africain, de sa croissance et de son développement. NEEMBA est un nom audacieux qui exprime notre volonté d'innover, d'anticiper les besoins de nos clients, et de créer des solutions sur mesure pour répondre aux exigences d'un marché en constante évolution.

Notre nouveau logo, composé de trois triangles associés, évoque confiance, durabilité et un paysage montagneux, représentant les ambitions de performance et la grandeur du territoire africain.



Cette nouvelle identité et ces valeurs fortes incarnent notre détermination d'être un acteur clé du progrès en Afrique et au Mali.

### NEEMBA Mali : Partenaire de Confiance depuis 1964

Au Mali, Manutention Africaine Mali, aujourd'hui NEEMBA Mali, supporte les projets de développement du pays depuis 1964.

Nous sommes représentants de marques prestigieuses comme Caterpillar, SEM, Manitou, Epiroc, Sullair, Teksan, et Sitech pour ne citer que les principales.

Nous sommes aujourd'hui plus de 350 collaborateurs, dont 250 techniciens et intervenons à partir de nos 3 bases ou directement chez nos clients. Nous suivons chaque jour plus de 3.000 équipements à travers le Mali.

Nos services comprennent des ateliers spécialisés, des magasins de pièces détachées, un centre de reconditionnement de composants, un laboratoire d'analyse d'huile, un centre de formation technique, ainsi que de nombreux services digitaux permettant d'optimiser la gestion des flottes de matériels de nos clients.

Au cœur de cette belle évolution panafricaine et forte de ce nouveau nom audacieux accompagné de valeurs fortes, Neemba Mali est plus que jamais déterminée à accompagner ses partenaires et clients dans leurs différents projets contribuant à bâtir un avenir prospère au Mali.

Ensemble, nous sommes prêts à « construire une terre d'excellence ».

## RAFFINERIE D'OR AU MALI : POUR QUELLE RENTABILITÉ ?

Lors d'une visite d'une délégation ministérielle en Russie ce mois-ci, le Mali a signé un accord pour la construction d'une usine de raffinage d'or. D'une capacité de 200 tonnes, l'unité industrielle pourrait être la première de la sous-région. Mais le défi reste sa rentabilité, car l'or produit localement est principalement raffiné hors du continent.

FATOUMATA MAGUIRAGA

Le Mali a produit 72,2 tonnes d'or en 2022, dont 66,2 tonnes dans des mines industrielles. Cet or est essentiellement raffiné hors du pays. Mené par des sociétés spécialisées, le raffinage est l'activité industrielle qui consiste à « purifier l'or pour le porter à 999,9 pour 1 000 carats ». L'or pur est destiné au marché international et, en dehors de celle implantée en Afrique du Sud, les unités de raffinage sont peu nombreuses sur le continent. « Au Ghana, les raffineries sont devenues des éléphants blancs », explique un acteur du domaine. Parce qu'il faut une masse critique, estimée à environ 500 tonnes par an, pour les rendre rentables. Au Mali, les sociétés Marena Gold et Kan-kou Moussa affinent des quantités qui ne sont pas industrielles. « Elles font du service », affinent et donnent au vendeur, contrairement aux raffineries, qui vendent pour le compte des sociétés productrices.



Une usine de raffinage de l'or d'une capacité de 200 tonnes pourrait être construite prochainement au Mali.

Production d'or au Mali : **72,2 tonnes (2022)**  
Capacité des 7 groupes de raffineries : **5 000 tonnes**  
Prix de l'once : **1 956 dollars (juillet 2023)**

**Rentabilité** Pour atteindre ce seuil de rentabilité, le Mali

Mais sera-t-elle rentable ? Une question essentielle, parce

qu'il s'agit d'une industrie très gourmande en énergie, ce qui pourrait augmenter le coût de production de l'or et le très cher, donc peu compétitif.

Ce qui pourrait être fait est de créer un marché de consommation de l'or, en mettant en place une industrie de bijoux pour les vendre sur le marché international. L'autre alternative est d'installer des succursales de certaines raffineries, des antennes locales qui permettraient aux sociétés d'exploitation d'éviter certains problèmes. Mais tout ceci est dans l'intérêt des sociétés minières. Celui de l'État demeurant le prélèvement des droits et autres taxes. ■

### EN BREF

#### FORUM MONDIAL DES ENTREPRISES MUSULMANES

La deuxième édition du forum mondial des entreprises musulmanes (GMBF) se tient du 28 au 30 novembre 2023. Dans un contexte financier international marqué par différentes crises (géopolitique et sanitaire), notamment avec la pandémie de covid 19, la prise en compte d'une nouvelle force (politique, sociale, économique et financière) au sein du monde musulman, paraît indispensable. Selon les organisateurs du GMBF, l'économie du monde musulman connaît une croissance fulgurante. Les dépenses musulmanes mondiales ont atteint 2 000 milliards de dollars en 2021, dans des secteurs aussi divers que l'alimentation halal, la finance islamique, les voyages et la mode. Une forte croissance soutenue par une population en croissance de 1,9 milliard de consommateurs, qui devrait atteindre 3 milliards en 2060. Mais le potentiel de l'économie islamique mondiale reste largement inexploité dans le contexte de l'économie mondiale. Le monde musulman pourrait offrir des solutions innovantes aux problèmes de l'insécurité alimentaire, la volatilité des marchés financiers et le changement climatique. Ce forum mondial des entreprises musulmanes qui se tient à Kuching Sarawak en Malaisie est donc une opportunité de réunir les gouvernements, les organisations internationales, les investisseurs et la société civile pour discuter de ces questions clés. ■ **F.M**

Homme d'affaires chevronné, il nourrit de fortes ambitions pour le secteur privé, à l'échelle du continent. Récemment, le CNPM a partagé son Plan d'actions 2022-2026. Un état des lieux et des perspectives pour un partenariat public-privé destiné à relancer l'économie malienne. ■ **F.M**

## Groupe Azalaï Un premier hôtel à Dakar

Le Groupe Azalaï a ouvert son premier hôtel à Dakar ce 25 novembre 2023, apprend-on sur le site Sikafinance. Le nouvel établissement, qui dispose de 200 chambres, est un investissement de 22 milliards de francs CFA et est situé sur la Corniche Ouest, en bordure de mer. Le groupe prévoit également de construire une nouvelle structure dans la nouvelle ville de Diamniadio. « Dakar est une ville très at-

tractive, une destination de conférences, des loisirs et d'affaires », s'est réjoui le PDG du Groupe Azalaï, Mossadeck Bally, avant de saluer la stabilité politique du Sénégal et la volonté des autorités d'en faire un pays émergent. La réalisation de la structure a permis la création de 200 emplois directs, ont témoigné les autorités sénégalaises. Le Groupe Azalaï est un leader du secteur hôtelier en Afrique de l'Ouest installé à Bama-

ko. Avec une expérience de plus de 25 années, il compte des hôtels de haut standing à Bamako, Ouagadougou, Cotonou, Bissau, Nouakchott, Abidjan et Loumbila. Entre restauration, animation et détente, il promet la meilleure expérience possible de voyages et de découvertes à ses clients, dans un environnement sécurisé. Le PDG Bally est depuis le 2 octobre 2022 le Président du Conseil national du Patronat du Mali (CNPM).

## QUELQUES DONNÉES SUR LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT DU MALI



**SONAVIE**  
POUR TOUTE LA FAMILLE, POUR TOUTE LA VIE.

# FARTAMA

Parce que l'avenir sourit toujours à ceux qui voient plus loin

Avec FARTAMA, mettez de l'argent de côté sur une durée définie, et bénéficiez d'un rendement optimal avec divers autres avantages.

www.sonavie.com

Tél. : +223 20 29 54 00 | Fax : +223 20 29 55 01 | E-mail : sonavie@sonavie.com  
Imm. SONAVIE | BPE 2217, ACI 2000 | Bamako - Mali

## COP 28 : UN RENDEZ VOUS CRUCIAL POUR LA PLANÈTE

La Conférence des Parties à la Convention - Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (COP 28) se tiendra du 30 novembre au 12 décembre 2023 à Dubaï. Pour les Nations Unies, l'action climatique ne peut plus attendre, car les températures de la planète ont atteint des niveaux records et les phénomènes météorologiques extrêmes perturbent un peu partout la vie des populations. C'est donc « une opportunité unique de rectifier le tir », en accélérant le rythme des mesures à prendre.

FATOUMATA MAGUIRAGA



La COP 28 se tiendra à Dubaï du 30 novembre au 12 décembre 2023.

La COP 28 fera le bilan des actions entreprises depuis l'Accord de Paris de 2015 et planifiera les actions à envisager. Selon les données scientifiques, pour préserver un climat vivable, la production de charbon, de pétrole et de gaz doit diminuer rapidement et la capacité mondiale d'énergies renouvelables (éolienne, solaire, hydraulique et géothermique), doit tripler d'ici 2030. Dans le même temps, le financement de l'adaptation et les investissements pour la résilience doivent augmenter.

cord sur les mesures strictes à adopter en faveur du climat, mais aussi sur la manière dont ces mesures seront mises en œuvre, et évalueront les progrès réalisés pour l'atteinte des objectifs de Paris en termes d'atténuation, d'adaptation et de financement.

**Plus d'un siècle d'utilisation non rationnelle des énergies et des terres a entraîné un réchauffement de 1,1°C par rapport aux niveaux préindustriels.**

À Dubaï se conclura le premier Bilan mondial, débuté à Glasgow lors de la COP 26. Le processus doit permettre aux pays de mesurer ce qui reste à faire et les inciter à des plans

d'action climatique ambitieux et accélérés. Les enjeux sont la santé et le bien-être de notre planète, alerte l'ONU. « La banquise de l'Antarctique est à son plus bas niveau. De nouveaux chiffres montrent qu'en septembre elle était inférieure de 1,5 millions de kilomètres carrés à la moyenne de la période de l'année, une superficie à peu près égale à la taille du Portugal, de l'Espagne, de la France et de l'Allemagne réunis ». Mais le monde entier est concerné, « parce que ce qui se passe là-bas a des impacts à des milliers de kilomètres », relève le Secrétaire général de l'ONU. Plus d'un siècle d'utilisation non rationnelle des énergies et des terres a donc entraîné un réchauffement de 1,1°C par rapport aux niveaux préindustriels. Chaque augmentation du réchauffement

est susceptible d'aggraver les phénomènes météorologiques extrêmes, comme la chaleur et les inondations, et entraîner des changements climatiques irréversibles. ■

### EN BREF

#### SIGRH : DERNIÈRE LIGNE DROITE POUR L'IDENTIFICATION

Dans le cadre du projet de Système intégré de gestion des ressources humaines, l'opération d'identification des agents des fonctions publiques de l'État et des collectivités territoriales, démarrée le 1er novembre, prendra fin le 31 décembre 2023 sur l'ensemble du territoire. Destiné à mettre fin à l'absentéisme, au double paiement des salaires et à avoir une base de données sécurisée et fiable des agents des fonctions publiques de l'État et des collectivités territoriales, le projet SIGRH vise à revitaliser l'administration publique malienne en mettant l'accent sur une gestion administrative et salariale plus efficace. Il aspire à maîtriser les effectifs et la masse salariale, avec comme objectif d'aligner les données des fonctions publiques sur celle du RAVEC, en établissant une base de données robuste et en fournissant de nouveaux outils pour anticiper les besoins en emplois et compétences. Lancée à Ségou en octobre dernier par le Premier ministre, Dr. Choguel K. Maïga, en présence de plusieurs personnalités, il s'agira pour cette dernière phase, qui bouclera le processus, d'intégrer les données biométriques des agents dans le logiciel SIGRH, conçu et développé par des informaticiens de l'administration malienne. Pour rappel, un total de 100 équipes a été constitué, en raison de trois personnes par équipe. Ces 300 agents enquêteurs certifiés seront déployés dans les secteurs et institutions concernés. Les équipes passeront dans les différentes structures pour l'identification physique de chaque agent, à travers ses données biométriques enregistrées dans des tablettes, et il reviendra à chaque agent de valider ses données personnelles. ■

Y.B

## REPRISES DES ÉLECTIONS LOCALES EN CÔTE D'IVOIRE : DES CHOCS EN PERSPECTIVE

Certains Ivoiriens seront aux urnes ce 2 décembre 2023. Ce sont au total dix circonscriptions qui sont concernées par la reprise du scrutin à travers le pays, soit 44 listes, au terme du contentieux électoral qui a vu le Conseil d'État annuler des résultats pour des raisons diverses.

ERIC DIOMANDÉ



Les élections locales seront reprises dans certaines circonscriptions du pays le 2 décembre 2023.

Le 2 décembre prochain, les élections municipales seront reprises à San-Pedro, Oumé, Tiassalé, Gohitafla, Ferkéssédougou, Koumbala, Dabakala, Kouibly et Sarhala. Pour ce qui est des élections régionales, les regards seront tournés sur la Région du Guémon, où la Commission électorale n'a pu proclamer les résultats pour diverses causes ayant entaché la sincérité du scrutin. Conformément aux dispositions des articles 172 et 201 du Code électoral ivoirien, il est prescrit l'organisation de nouvelles élec-

tions dans un délai de trois mois à la suite de l'annulation des élections locales. 44 listes sont en compétition et chacune veut confirmer sa victoire du 2 septembre dernier. Les enjeux de ces scrutins régionaux et communaux sont multiples et vont au-delà du contrôle des mairies et des conseils régionaux. Le Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), parti au pouvoir, veut consolider sa majorité et confirmer sa suprématie, tandis que l'opposition veut progresser après des années d'absence.

## Niger L'UE s'inquiète de l'abrogation de la loi criminalisant le trafic de migrants

La Commissaire européenne aux Affaires intérieures Ylva Johansson s'est dite, le 28 novembre, « très préoccupée » par l'abrogation par le CNSP au Niger d'une loi criminalisant le trafic de migrants dans ce pays, qui est une plaque tournante vers l'Europe. Elle a rappelé que le vote de la loi, en 2015, avait entraîné une « baisse significative des arrivées irrégulières et du nombre de morts dans le désert ». Les nouvelles autorités nigériennes ont annoncé avoir abrogé la loi de 2015, affirmant notamment qu'elle « érige et incrimine en trafic illicite certaines activités par nature régulières » et qu'elle a « été votée sous l'influence de certaines puissances étrangères ». Le Ni-

ger, qui accueille sur son sol de nombreux migrants et réfugiés de pays voisins, était considéré comme un partenaire-clé par l'UE dans la gestion des flux migratoires et la stabilisation de la région. La loi abrogée prescrivait des peines « d'un à 30 ans de prison » et « des amendes de 3 millions à 30 millions de francs CFA » contre les trafiquants. L'UE a fermement condamné la prise de pouvoir, le 26 juillet au Niger, par les militaires, qui retiennent depuis captif le Président élu Mohamed Bazoum. Dans la foulée, l'UE a suspendu son aide budgétaire et cessé toute coopération sécuritaire. ■

B.S.H

**Sécurité et vigilance** La tension est vive par endroits, avec une attention particulière à Ferkéssédougou, où Kaweli Ouattara, proche de Guillaume Soro, sera de nouveau face à un candidat du RHDP. Ce parti tente depuis 2018 de lui ravir la municipalité, mais il semble bien installé. Un peu plus vers le sud, à Tiassalé, Assalé Tiémoko, candidat indépendant, ne ménage aucun effort pour conserver son leadership dans une commune où il a battu les partis politiques (opposition et pouvoir) tant aux élections législatives que municipales. Il espère rempiler face à Alpha Sanogo, candidat du RHDP, qui, de son côté, met les bouchées doubles pour inverser la tendance. Autre enjeu, la région du Guémon (Ouest). Vainqueur dans les régions du Tonkpi et du Cally, où il marque une percée, il souhaite confirmer cette montée en puissance en raflant les trois sièges de la zone. À Oumé, dans le Centre ouest, Ousmane Sylla du RHDP et Éric St Clair Kouadio, (Secrétaire général de la Fesci et candidat indépendant) sont à nouveau face au candidat du PDCI, le maire sortant Joachim Lagui. Les jeux s'y annoncent également très serrés. ■

### UNE SEMAINE DANS LE MONDE

#### CORÉE DU NORD : DES SOLDATS À LA FRONTIÈRE AVEC LA CORÉE DU SUD

Des soldats nord-coréens reconstruisent depuis vendredi des postes de garde à la frontière avec la Corée du Sud, a indiqué un responsable militaire à l'agence de presse Yonhap. Ils avaient disparu depuis 2018 et la signature de l'accord entre les deux Corées. Un texte qui permettait d'apaiser les tensions frontalières. Mais la situation a récemment évolué. La semaine dernière, Pyongyang a lancé son premier satellite espion « Malligyong-1 » avec le soutien de Moscou, après deux tentatives infructueuses en mai et en août, d'après les services de renseignement de Séoul. Selon les experts, la mise en orbite d'un satellite espion opérationnel optimiserait la quête de renseignements nord-coréenne, en particulier sur son rival du Sud, en ayant accès à des données cruciales dans la perspective d'un conflit militaire. En réaction, Séoul a suspendu partiellement l'accord entre les deux Corées. De son côté, le Nord a purement et simplement abandonné l'accord dans sa totalité, en avertissant qu'il n'y serait « plus jamais lié ». ■

### ÉCHOS DES RÉGIONS

#### BANKASS : UN NOUVEAU CAR ET SES PASSAGERS ENLEVÉS

Ce mardi 28 novembre 2023, un car de transport en commun et ses passagers en provenance de Bankass ont été enlevés par des hommes armés non identifiés. L'incident s'est produit entre Parou et Songobia sur la Route nationale 15. Les assaillants sont partis avec le car pour une destination inconnue. Pour rappel, le 7 novembre dernier, trois autres bus de transport comptant des enfants, des hommes et des femmes avaient fait l'objet de rapt au même endroit. Un bus avait été récupéré mais des passagers sont toujours entre les mains des ravisseurs. Une situation qui inquiète les populations de Bankass et de Bandiagara car, depuis 2021, les djihadistes ont fait de l'axe Bandiagara-Bankass un lieu d'enlèvements répétés de véhicules et de leurs occupants, plus particulièrement au niveau du célèbre pont de Parou, dans la commune rurale de Bara Sara, sous les regards impuissants des autorités. ■

Y.B

## LE STADE MALIEN VEUT PASSER UN CAP

Ce dimanche, le Stade malien de Bamako, seul représentant malien dans les compétitions de clubs sur le continent, va passer au révélateur. Celui de RSB Berkane, actuel troisième du championnat marocain.

BOUBACAR SIDIKI HAÏDARA



Le stade malien de Bamako sera opposé à la RS Berkane du Maroc dimanche 3 décembre 2023.

Un véritable défi, alors que le championnat marocain est parmi les meilleurs en Afrique et que ses clubs brillent lors des différentes compétitions. L'objectif est double pour les Blancs de Bamako : montrer que le club a passé un cap en s'imposant et consolider sa première place du groupe en prenant trois points d'avance sur son adversaire. Le

Stade malien pourra compter sur le soutien du public bamakois pour cette opposition loin d'être gagnée d'avance. En sus, il pourra également s'appuyer sur le résultat positif acquis la semaine dernière à Brazzaville face aux Congolais des Diables Rouges (1-3). Une victoire probante et un match plié dès la première mi-temps. Froid de réalisme, le Stade malien menait déjà

à la pause 3-0 grâce à Amadou Traoré, Yoro Mamadou Diaby et Issah Yakubu. En championnat, sur trois matchs disputés, le club de Sotuba n'a pas encore perdu. Il en a gagné deux et concédé un match nul. Mais, pour l'heure, pendant près d'un mois il mettra entre parenthèses le championnat national. Après la rencontre face à Berkane, les Blancs affronteront le 10 décembre en Afrique du Sud, le Sekhukhune United, un club à l'ascension express. Créé en 2019, il dispute déjà une compétition continentale. Mais l'apprentissage n'est pas des plus simples pour le club de la ville de Kempton Park, actuellement 13ème du championnat sur 16 équipes, avec seulement quatre points d'avance sur le premier reléguable.

**Validation** Le Stade malien doit aussi valider un choix. Celui des dirigeants de privilégier le football. Conséquence, la section basket masculine du club a dû renoncer en octobre, à la dernière minute, à participer à la Basket Africa League, alors que l'équipe est championne du Mali et détentrice de la Coupe. Les finances du club ne pouvant supporter deux compétitions continentales, le Stade a « été pris de court » pour le basket, selon ses dirigeants. La voie pour rééditer l'exploit de 2009 passera par une victoire face à Berkane. En 2009, le Stade malien était en effet devenu le premier club malien, et jusqu'à encore le seul, à décrocher un trophée continental. ■

## CAN 2023 Le Président du Bayer Leverkusen veut saisir la CAF

C'est un débat qui revient très souvent. À l'orée du début de la Coupe d'Afrique des Nations, des responsables de clubs européens se plaignent. Le Bayer Leverkusen, actuel leader de Bundesliga et en très grande forme, pourrait être privé de cinq joueurs-clés pendant la compétition. Le duo Nathan Tella et Victor Boniface devrait faire partie de l'équipe du Nigeria. La Côte d'Ivoire, pays hôte, pourrait convoquer Odilon Koussounou, tandis qu'Edmond Tapsoba et Amine Adli rejoindront respectivement le Burkina Faso et le Maroc. Fernando Carro, Président du Bayer Leverkusen, envisage d'intenter une action en justice pour empêcher le quintette de représenter ces pays dans la compétition. « Il est inacceptable que la Coupe d'Afrique se déroule en plein milieu de saison. Pour changer cela, je vais saisir la FIFA. Nous sommes également en train de vérifier s'il y a une possibilité légale de ne pas devoir libérer les joueurs ». ■



### CARTONS DE LA SEMAINE

Le FC Barcelone s'est qualifié pour les 8èmes de finale de la Ligue des Champions pour la 1ère fois depuis 2 ans en battant le FC Porto (2-1) mardi à Barcelone. Après 2 éliminations consécutives en phase de poules, le quintuple vainqueur de la compétition est assuré de terminer 1er de son groupe.

Ce mardi, lors du match PSG - Newcastle en Ligue des Champions, Ousmane Dembélé a reçu un carton jaune. En raison de cet avertissement, le troisième qu'il a reçu cette saison en C1, l'ailier sera suspendu lors du prochain match à Dortmund, le 13 décembre.

Donnez votre avis sur Journal du Mali

## 2BTO KING : UN CONCERT VIP AU BABEMBA

De son vrai nom Cheick Abba Touré, 2BTO King est l'un des rappeurs les plus prolifiques de sa génération et de ces dernières années. Avec plus de 170 000 followers sur Instagram et des clips diffusés sur la célèbre chaîne BBlack, le rappeur de 29 ans se produira en live au Ciné Magic ex Babemba ce vendredi 1er décembre 2023.

YAYA BERTHÉ



2BTO King est en concert au Ciné Magic ce 1er décembre 2023.

Titulaire d'une Licence en Communication marketing, 2BTO King commence sa carrière en 2010 avec des essais dans le rap. C'est finalement en 2014 qu'il se lance définitivement dans la musique. Le King nous parle de son nom de scène, qui vient de BBTO, une allusion au joueur de football brésilien, surnom qui lui a été donné par son grand-père. Célibataire sans enfant, Cheick Abba Touré évolue

également, en parallèle de la musique, dans le secteur des mines et carrières et dans la finance digitale. Pour dire que le rap n'est pas son gagne-pain. L'artiste espère apporter de l'innovation dans la musique malienne grâce à la qualité de ses prestations, qui sont organisées avec professionnalisme. Il prévoit de le prouver encore ce vendredi au Babemba. Le rappeur sera en live et en semi live, avec des playbacks et beaucoup d'inv-

tés surprises, pour le plus grand bonheur de ses fans. Son dernier projet en date, « MVP », dont il se dit « le plus fier », est sorti dans un contexte de tensions entre lui et d'autres rappeurs. La mixtape, mise en ligne le 22 septembre, veut incarner « une mentalité, une autre vision du monde, de l'art et du rap ». Ses textes, percutants et réfléchis, racontent sa vie et les problèmes liés à la société, à l'éducation, au chômage, avec des citations d'hommes politiques de renom comme Thomas Sankara ou encore Kadhafi, tout cela avec un regard de « ghetto man ».

Le moment le plus intense de sa carrière jusqu'à aujourd'hui reste toujours son premier Palais de la Culture, en 2019 en présence de toute sa famille et de grandes personnalités. Il restera à jamais gravé dans son cœur et dans son esprit. 2BTO King annonce qu'après sa dernière mixtape, un nouvel album, intitulé « Mentalité », est en cours de préparation. Même s'il ne sait pas encore quand le projet sortira, il ambitionne de faire mieux qu'avant. Rappeur, salarié et entrepreneur, avec sa marque de vêtements LVLB créée en 2014, qui signifie « Lever les biceps », le King 2BTO rêve de fonder son entreprise afin de créer de l'emploi et de la richesse. ■

### INFO PEOPLE

THÉO ZIDANE :  
LE JOUEUR  
FRANCHIT UNE  
NOUVELLE ÉTAPE



Zinédine Zidane n'est pas le seul footballeur de sa famille. Le Champion du monde 1998 a quatre fils, tous footballeurs. L'un d'eux, Théo, vient d'ailleurs de franchir une nouvelle étape dans sa carrière professionnelle. Le troisième fils de Zinédine Zidane suit lui aussi les traces de son père et de ses grands frères. Âgé de 21 ans, le jeune homme vient d'être convoqué pour la toute première fois par Carlo Ancelotti, l'entraîneur du Real Madrid, afin d'intégrer le groupe professionnel des Merengues. Ce dernier a affronté le mercredi 29 novembre l'équipe du Napoli à l'occasion de la 5ème journée de la phase de groupes de la Ligue des Champions.

CÉLINE DION :  
DES NOUVELLES  
RASSURANTES  
SUR SA SANTÉ



Le vendredi 24 novembre, la sœur de Céline Dion s'est exprimée dans les pages du Journal de Montréal à l'occasion de la 6ème édition du spectacle de Noël. Claudette Dion a expliqué que grâce à la notoriété de sa petite sœur d'avantage de chercheurs se penchaient sur un remède pour le syndrome de l'homme raide. Un message d'espoir pour tous ceux qui souffrent de cette maladie. C'est dans le cadre de sa nouvelle tournée que la sœur de Céline Dion s'est confiée au média. Elle a notamment révélé que cette fois-ci elle ne passerait pas les fêtes de fin d'année aux côtés de sa sœur cadette, car elle sera assez occupée.

Journal du Mali  
L'Hebdo

Directeur de publication :  
Mahamadou CAMARA  
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :  
Aurélien DUPIN  
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :  
Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction :  
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :  
Idelette BISSOU - Boubacar Sidiki  
HAÏDARA - Mohamed KENOUI -  
Fatoumata MAGUIRAGA

Stagiaire :  
Yaya BERTHÉ

Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité  
par IMPACT MÉDIA Presse.  
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble  
Badenya, près MÆVA Palace - Bamako  
Tél : +223 20 23 00 66  
www.journaldumali.com  
contact@journaldumali.com

# CANAL+



★ REABONNEZ-VOUS  
A LA MEME FORMULE  
**30 JOURS OFFERTS\***  
★ A TOUT CANAL+ ★



★ REABONNEZ-VOUS ★  
ET TENTEZ DE  
**GAGNER\*\*** ★



**UNE VOITURE**



**UN BILLET D'AVION**



**UN GROUPE ELECTROGENE**

**BONNES FETES AVEC LA  
TOMBOLA**



\* Offre valable du 01 au 31 décembre 2023 pour tout réabonnement à la même formule. Bénéficiez de la formule TOUT CANAL+ pendant 30 jours. Voir tarifs et conditions de l'offre auprès de votre Distributeur Agréé ou le service client au 36 555 (coût d'un appel local).  
\*\* Offre valable du 01 au 31/12/2023 pour tout réabonnement à une formule CANAL+. Participation à la tombola pour gagner un des 30 lots de groupes électrogènes, 13 lots de billets d'avions pour la CAN ou une voiture, supervisée par un huissier de justice. Voir conditions de l'offre auprès de votre distributeur agréé.